



**COMPTE RENDU DU CONSEIL DE QUARTIER Centre-Ville Gare**  
**Mercredi 6 juin 2018 (19h30 – 21h15)**

**Conseillers présents :** Jean-Michel AYECK, Zakaria BENHAMRA, Evelyne BLONDEAU, Gaspard CRESP, Aurélie DARBOIS DELAHOUSSE, Cathy HEBERT, Fabien LABROUSSE, Patrick LASCOUX, Arnaud SCHNEIDER, Sandrine LOUET, Philippe MALTHET, Valérie NIDDAM.

**Conseillers excusés :** Jean CANTIN, Christine LABROUSSE, Gérard LUCAS.

**Conseillers absents :** Raphaël ETIENNE, Jeannine FETTAL, Nadège GUILLARD, Christine LABBE, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne-Marie WINKOPP.

**Elus :**

- Guillaume SALOMON, Adjoint délégué au Maire en charge des conseils de quartier Centre ville gare et Centre ville Mairie,
- Bernard GIRAULT, Adjoint au Maire délégué à l'environnement, aux espaces verts et au développement durable.

**Invités :**

- Cédric BUSENHARD, Président du Conseil Citoyen,
- Commandant PARIS et Major DRIS de la Police Nationale.

**Administratif :**

- Alexis BROUDICHOU, Chargé de mission démocratie de proximité, Direction de la Cohésion Sociale,
- Victor VERCRUYSSSE, Chef de service Cohésion Sociale et Vie des Quartiers, Direction de la Cohésion Sociale.

*Compte rendu rédigé par Alexis Broudichou*

Ordre du jour	Synthèse des échanges
<b>Présentation de la Police Nationale</b>	<p>La police nationale intervient après accord de Monsieur le Maire dans les différents conseils de quartier afin de présenter le nouveau dispositif de police de sécurité du quotidien mis en place par l'Etat. Ce dispositif vient en complément du travail déjà mené par la Police Nationale avec les différents acteurs institutionnels (municipalité, bailleurs, etc.).</p> <p>L'objectif de ce dispositif est de se rapprocher des habitants en évitant les intermédiaires afin de créer un lien direct avec eux.</p> <p>Dans ce cadre, chaque quartier se voit attribuer un policier référent à qui les conseillers peuvent transmettre leurs demandes, questionnements et signalements. Le référent du quartier du centre ville gare est le Major Dris.</p> <p>Un conseiller demande s'il est prévu d'installer une caméra de vidéo protection avenue Bir Hakeim car il s'y sent en insécurité. Madame Paris répond que cette demande sera évoquée lors des échanges réguliers qu'elle a avec Monsieur le Maire concernant la sécurité en ville. Elle tient à signaler que la ville installe chaque année des caméras supplémentaires (environ 3-4). Aujourd'hui, 52 caméras sont installées sur la ville. Sans attendre la réponse de Monsieur le Maire, elle ajoute que la police pourra effectuer des patrouilles supplémentaires dans ce secteur en fin de journée afin de rassurer le conseiller. La Direction de la voirie sera aussi sollicitée afin de savoir si l'éclairage de la rue peut être augmenté en soirée.</p> <p>Une conseillère demande si la police intervient au sein des établissements scolaires afin d'effectuer des actions de sensibilisation. Madame Paris répond que la police peut intervenir dans les écoles mais uniquement à la demande des directeurs des établissements scolaires.</p> <p>Une conseillère signale l'agression subie par une habitante pendant qu'elle décollait des affiches à connotation politique (vers le 93 avenue Gallieni). Madame Paris répond qu'elle n'a</p>

	<p>pas eu de retour concernant ce cas mais qu'elle va se renseigner. Elle rappelle que les personnes victimes de ces agissements peuvent aller porter plainte au commissariat.</p> <p>Un conseiller souhaite savoir si la police nationale intervient sur l'enlèvement des véhicules qui stationnent de manière illicite. Madame Paris répond que le fouriériste agréé de la police est présent chaque jour dans la ville et enlève environ une centaine de véhicules par mois.</p> <p>Une conseillère qui habite le boulevard Gambetta signale que les habitants de sa résidence collective sont régulièrement victimes des nuisances provoqués par des élèves du collège (en particulier au 26). Ils occupent les trottoirs et l'entrée de la résidence, provoquent des nuisances sonores et semblent participer au trafic de stupéfiant. Madame Paris répond qu'elle a bien pris note de ces signalements et que ses équipes passeront régulièrement pour rétablir la tranquillité publique. Les parents seront aussi informés et convoqués si la police procède à des arrestations.</p> <p>Un conseiller souhaite connaître les effectifs dont dispose la police nationale sur la ville. Madame Paris répond que la police nationale dispose de 80 agents avec des missions différentes en insistant sur le fait que le dispositif de police de proximité du quotidien se fait à effectif constant. Elle précise aussi que la police nationale souhaite développer davantage les patrouilles cyclistes (contact plus facile avec les habitants, interventions plus discrètes). Monsieur Salomon ajoute que la police municipale intervient de manière conjointe à la police nationale. Ce travail partenarial est d'autant plus efficace que la municipalité a procédé à une augmentation des moyens humains et matériels de la police municipale.</p>
<p><b>Intervention de Monsieur Girault</b></p>	<p>Monsieur Girault annonce que la municipalité va mettre en place un plan propreté. Dans ce cadre, il intervient dans les différents conseils de quartier afin de recueillir les avis des conseillers concernant la disposition des corbeilles de rue sur la ville.</p> <p><u>Plusieurs emplacements ont été demandés par les conseillers :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- arrêt de bus République,</li> <li>- rue Dombasle,</li> <li>- angle rue Joséphine / rue Bir Hakeim,</li> <li>- angle avenue des Monteux / rue de la Fraternité,</li> <li>- angle rue Carnot / rue de la Fraternité.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Demande d'installation de PAV enterrés</u> : Monsieur Girault répond que le coût de ces installations est très important et qu'il est nécessaire de réinstaller les réseaux. Il ajoute que les PAV enterrés ne font pas disparaître les problèmes de dépôts de déchets. Au vu de ces éléments la mise en place de PAV enterrés n'est donc pas à l'ordre du jour.</li> <li>- <u>Demande de présentation du service environnement</u> : Monsieur Girault informe les conseillers que le service des espaces verts comporte 15 agents. Ils sont répartis par équipes et chargés d'entretenir une partie des espaces verts de la ville et d'aménager les massifs. La tonte des pelouses est effectuée par la société ID VERDE. La régie propreté comporte 8 personnes et est accompagnée par la société Ourry qui nettoie chaque jour les principales rues de la ville. Le plan propreté a aussi pour objectif d'augmenter la présence du prestataire en charge du nettoyage sur la ville.</li> <li>- <u>Manque de propreté des squares du centre ville</u> : notamment le week-end où avec la forte affluence les poubelles ne sont pas ramassées et débordent le dimanche. Monsieur Girault répond que les services municipaux vont étudier la possibilité d'effectuer des passages pendant le week-end.</li> <li>- <u>Demande d'aménagements du square Jean Jaurès</u> : Monsieur Girault signale que les services municipaux réfléchissent actuellement à des investissements dans les squares (par exemple la mise en place de deux terrains de pétanque dans le square Jean Jaurès). Ces investissements doivent encore faire l'objet d'une validation en conférence d'arbitrage budgétaire. Monsieur Girault précise que le cas échéant il viendra en conseil de quartier présenter le projet d'aménagement du square Jean Jaurès. Une conseillère regrette que les conseillers et les habitants ne soient pas associés en amont à ces réflexions ayant remis à la municipalité une étude à ce sujet. Les conseillers précisent qu'ils souhaiteraient l'installation de toilettes publiques au niveau du square.</li> </ul>

<p><b>Présentation du Conseil Citoyen</b></p>	<p>Les conseils citoyens ont été créés par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014. Le conseil citoyen Noiséen s'est constitué en association le 16 janvier 2018.</p> <p>Le conseil citoyen est constitué d'habitants et d'acteurs locaux notamment membres de structures associatives. Du fait de son autonomie, il se réunit sans la présence d'élus municipaux ou communautaires. Néanmoins, des représentants de la municipalité peuvent être présents à ses réunions sur invitation des membres du conseil citoyen.</p> <p>Le conseil citoyen participe aussi à la gouvernance des contrats de ville (il est associé à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation) notamment dans le cadre du renouvellement urbain (par exemple en étant présent aux comités de pilotage).</p> <p>Le conseil citoyen pilote le Fonds de Participation des Habitants (FPH). Ce fonds n'est accessible qu'aux habitants ou regroupements d'habitants non constitués en association. Les associations peuvent bénéficier d'un autre fonds, le FIA (Fonds d'initiative aux associations) piloté par la commune.</p> <p>Le but du FPH est de soutenir et favoriser les initiatives en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.</p> <p>Ce fonds est constitué de 5000 euros pour l'année 2018. Le soutien ne peut excéder 500 euros par action. Néanmoins, les porteurs de projets peuvent solliciter des subventions complémentaires auprès d'autres partenaires. Une avance de trésorerie est aussi envisageable.</p> <p>Un comité de suivi est mis en place pour s'assurer de la bonne gestion du fonds. En sont membres les conseillers citoyens et les représentants des financeurs (Délégué du Préfet, Service de la Cohésion Sociale de la municipalité, le chef de projet politique de la ville d'Est Ensemble).</p> <p>Pour bénéficier de ce fonds plusieurs critères sont à respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- participer à l'animation d'un quartier, à l'amélioration le cadre de vie, au renforcement du lien social,</li> <li>- doit bénéficier principalement aux habitants d'un quartier politique de la ville,</li> <li>- action innovante,</li> <li>- activité qui ne peut pas être financée par un autre dispositif,</li> <li>- respecter les principes de laïcité, les valeurs de la République et du bénévolat.</li> </ul> <p>Les porteurs de projet souhaitant bénéficier du FPH doivent remplir et transmettre au Conseil Citoyen une fiche projet. Les membres du conseil citoyen peuvent accompagner si besoin les porteurs de projet pour la remplir.</p> <p>Monsieur Busenhard insiste sur le fait que les conseillers de quartier peuvent solliciter ce fonds s'ils veulent mettre en place une action sur un des 5 quartiers prioritaires de Noisy (Sablière au Petit Noisy, patrimoine Noisy-le-Sec Habitat de la Renardière, patrimoine I3F sur la Boissière, patrimoine Seine-Saint-Denis Habitat, Noisy-le-Sec Habitat, I3F et Logirep sur le Londeau, patrimoine Noisy-le-Sec Habitat sur Béthisy) ou en faveur de ses habitants.</p>
<p><b>Prochain rendez-vous</b></p>	<p>La prochaine réunion du conseil de quartier est prévue pour le <b>mardi 25 septembre</b> à 19h30 en salle Gérard Philipe.</p>